

## Ouverture du grand débat national – vœux du Député Pacôme Rupin

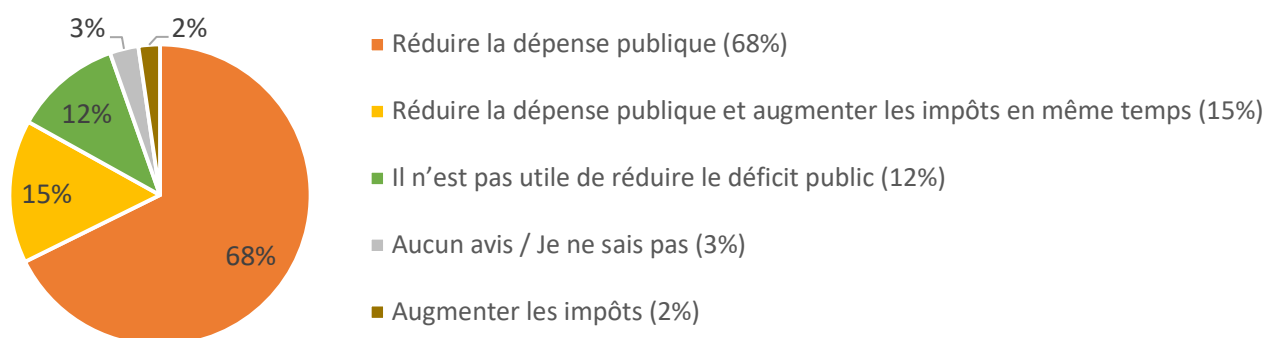
Lundi 21 janvier 2019

### Résultats des contributions

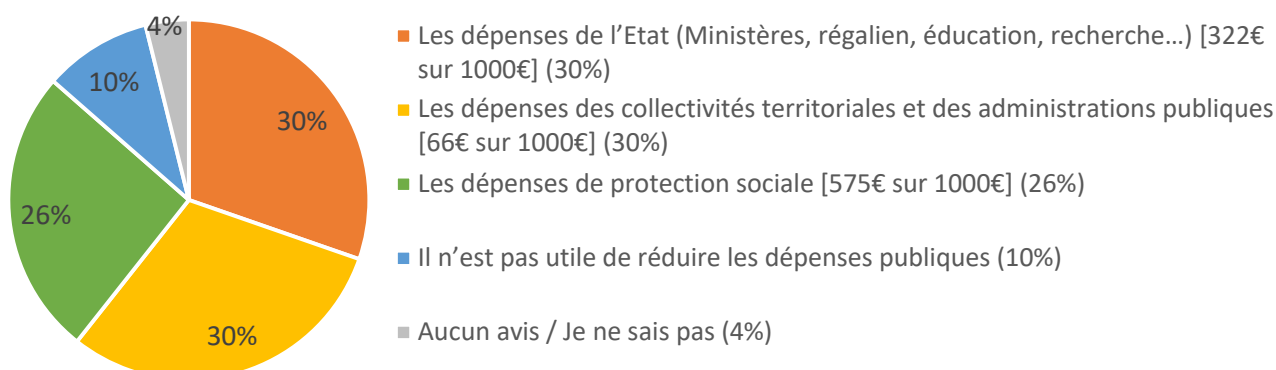
#### Fiscalité et dépenses publiques

##### Questions du grand débat

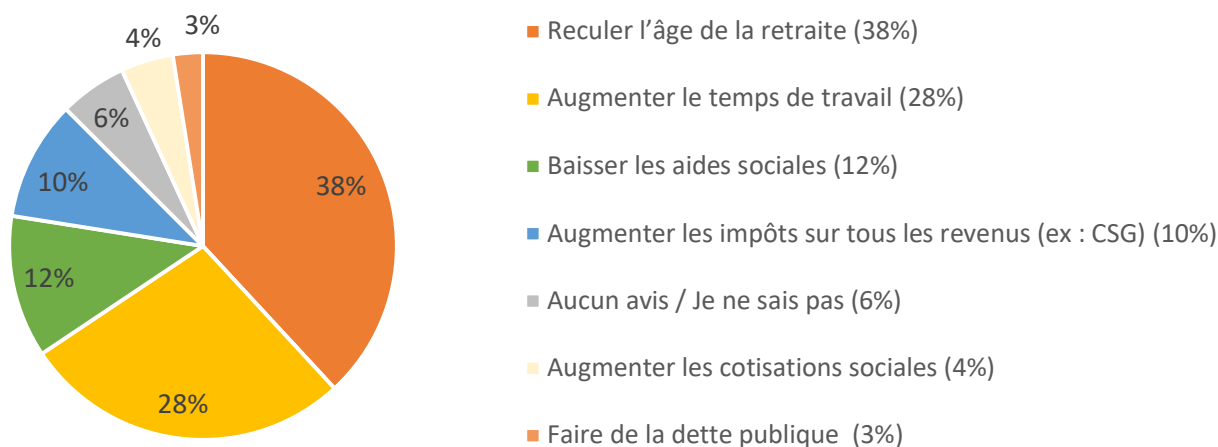
###### 1. Afin de réduire le déficit public de la France, il faut avant tout :



###### 2. Afin de baisser les impôts et de réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

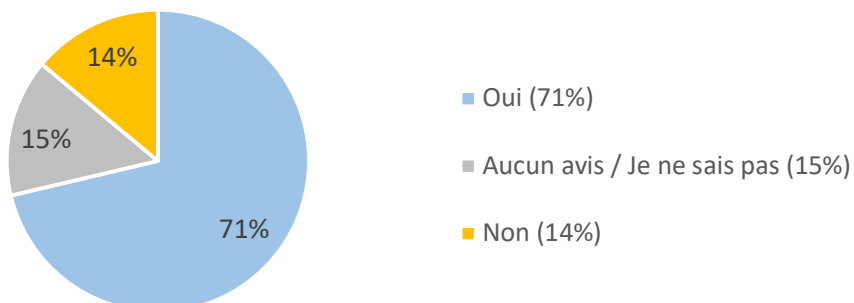


###### 3. Afin de financer l'augmentation des dépenses sociales liée au vieillissement de la population et qui reposent aujourd'hui principalement sur les cotisations sociales, il faut :

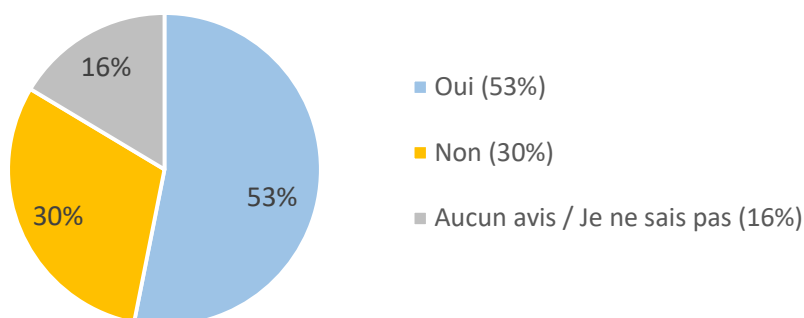


## Questions du député

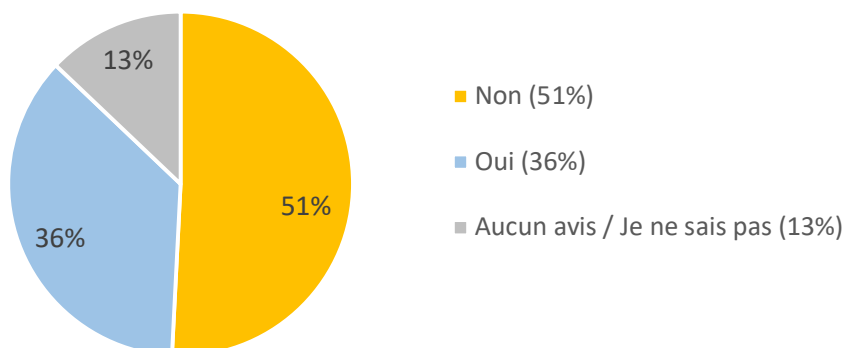
1. Seriez-vous favorable à la suppression de toutes les niches fiscales, avec en contrepartie une baisse de l'impôt sur le revenu et un renforcement du financement de la politique familiale ?



2. Seriez-vous favorable à passer d'un taux proportionnel à un taux progressif sur les cotisations salariales (ce qui permettrait de baisser les cotisations pour les revenus les plus modestes et de les augmenter pour les revenus les plus importants ; exemple de l'impôt sur le revenu) ?



3. Êtes-vous favorable à une imposition plus importante sur le patrimoine que l'impôt sur la Fortune Immobilière ?



## Synthèse des réponses du thème « Fiscalité et dépenses publiques »

Vous avez montré une préoccupation certaine pour l'assainissement de nos finances publiques et l'évolution du financement de notre modèle social.

Afin de réduire le déficit public, vous êtes une large majorité (68%) à considérer que **la réduction de la dépense publique est la meilleure action à engager**. L'augmentation des impôts, seule ou combinée à la baisse de la dépense publique, n'est pas une piste privilégiée, et seulement 1 personne sur 10 considère qu'il n'est pas utile de réduire le déficit public.

Pour baisser les impôts et réduire la dette, vous êtes partagés sur les dépenses publiques à réduire en priorité (voir le tableau de répartition de dépenses pour 1000€ de dépense publique). Cependant, la **réduction des dépenses de l'Etat et la réduction des dépenses des collectivités territoriales et des administrations** arrivent en tête (30% des réponses pour chacune de ces propositions). Vous êtes également 26% à considérer qu'il faut réduire les **dépenses de protection sociale**.

Le financement de notre modèle social, qui repose aujourd'hui principalement sur les cotisations des actifs, est un enjeu décisif au regard du vieillissement de la population. Afin de financer l'augmentation des dépenses sociales, vous vous exprimez principalement sur un aménagement des règles qui régissent la population active et l'emploi : le **recul de l'âge de la retraite** arrive en tête des solutions privilégiées (38% des réponses), devant **l'augmentation du temps de travail** (28%).

Près de trois quarts d'entre vous se montrent favorables à la **suppression de toutes les niches fiscales**, sous couvert que les recettes dégagées soient allouées à une baisse de l'impôt sur le revenu et à un renforcement du financement de la politique familiale.

Vous êtes moins nombreux, avec une courte majorité (53%), à souhaiter un **changement du mode de fonctionnement de calcul des cotisations salariales pour passer d'un taux proportionnel à un taux progressif**, sur le modèle de l'impôt sur le revenu.

Enfin, vous êtes plutôt **défavorables au fait de renforcer l'imposition sur le patrimoine** par rapport à l'actuel impôt sur la fortune immobilière (51% des réponses).

## Synthèse des remarques et propositions

La proposition privilégiée sur cette thématique a été l'instauration d'un **impôt sur le revenu pour tous et progressif**. Beaucoup ont évoqué l'intérêt d'un impôt « symbolique » avec une première tranche à 1€ ou 5€ jusqu'à une tranche supplémentaire de cet impôt pour les plus riches sans toutefois rétablir l'ISF.

Pour autant, deux personnes ont souhaité **le rétablissement de l'ISF** ou tout le moins la garantie que l'investissement de cet argent soit orienté vers l'emploi.

Une personne a également évoqué l'idée de prendre en compte le fait d'être **propriétaire** dans le calcul de l'impôt sur le revenu.

Quatre personnes ont par ailleurs souhaité proposer une réduction du poids de la fiscalité sur les retraités.

La question des **niches fiscales** est aussi revenue à plusieurs reprises pour dénoncer leur caractère de « privilège » mais aussi pour alerter sur l'intérêt de celles qui permettraient de créer un emploi.

L'un d'entre vous a aussi proposé de revenir sur l'exemption d'impôts des personnes sourdes et muettes tout en leur retirant l'obligation de s'acquitter de la « redevance T.V. » afin de redonner du sens à ces contributions.

Plusieurs personnes ont proposé d'augmenter **l'impôt sur les successions** notamment sur les montants importants.

**La T.V.A** a été avancée comme une taxe injuste par certains, proposant sa suppression ou sa diminution, notamment sur les biens de première nécessité, ou encore la possibilité qu'elle soit reversée aux foyers les plus modestes. Plus largement, certains ont proposé de simplifier l'impôt direct et de limiter au maximum les impôts indirects comme la T.V.A.

Plusieurs personnes ont évoqué l'importance d'une **politique d'attractivité**, luttant contre les délocalisations et favorisant la compétitivité des entreprises. Cependant certains ont également soulevé l'enjeu de la lutte contre l'optimisation fiscale en taxant les GAFAM et en réformant les règles de l'optimisation pour la faire entrer dans l'évasion fiscale.

Concernant les entreprises, la diminution du CICE a également été évoquée pour qu'il soit davantage ciblé sur les petites entreprises.

Quelques propositions supplémentaires ont été faites comme :

- le recul de **l'âge de la retraite** avec une formation des seniors ;
- taxer les produits de luxe ;
- élargir les cotisations sociales à la **robotique** ;
- renégocier la dette ;
- harmoniser la fiscalité à l'échelle européenne ;
- informer chaque citoyen de ce que l'État dépense pour lui ;
- instaurer un régime de retraite par capitalisation sur 50 ans ;
- renégocier la dette publique.

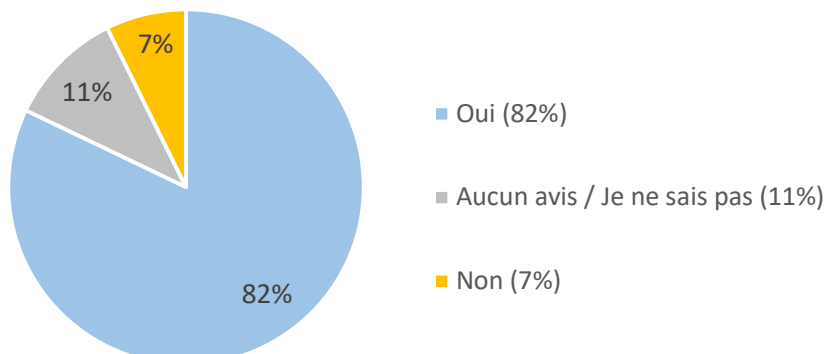
Aussi, une personne a proposé de lier la diminution des impôts locaux à la mise en place d'une **politique de diminution des déchets** et du gaspillage.

## Organisation de l'Etat et des services publics

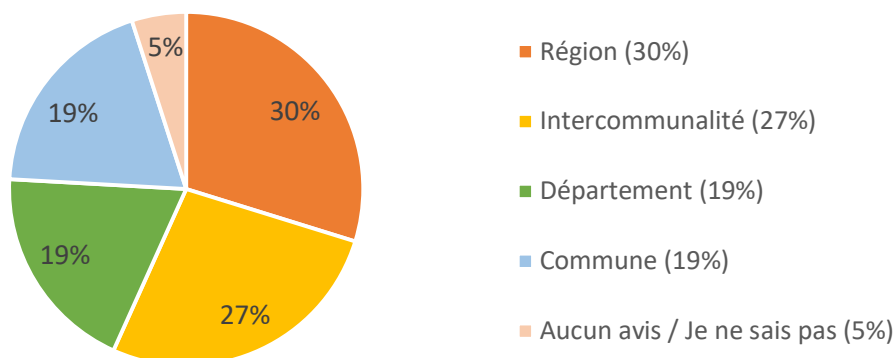
---

### Questions du grand débat

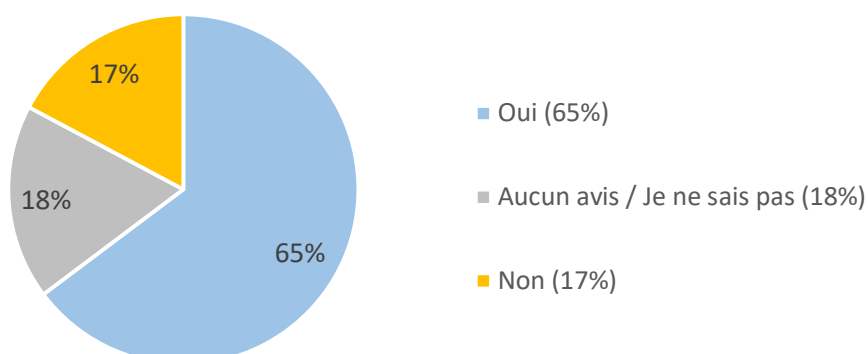
1. Pensez-vous qu'il y a trop d'échelons administratifs en France ?



2. Quel est le niveau de collectivité territoriale qui est le plus pertinent pour développer des services publics efficaces ?

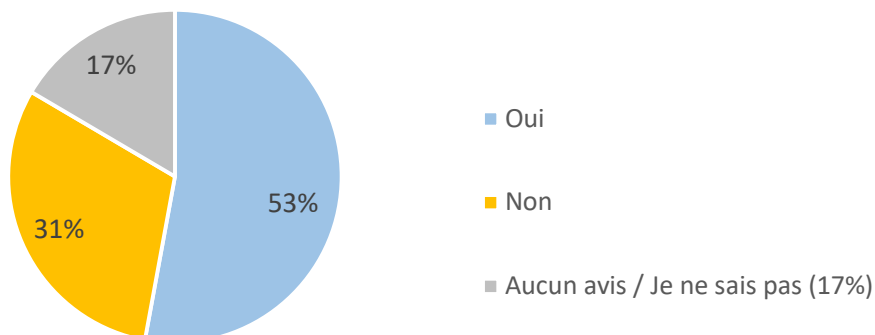


3. Selon vous, l'Etat doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales (nouvel acte de décentralisation) ?

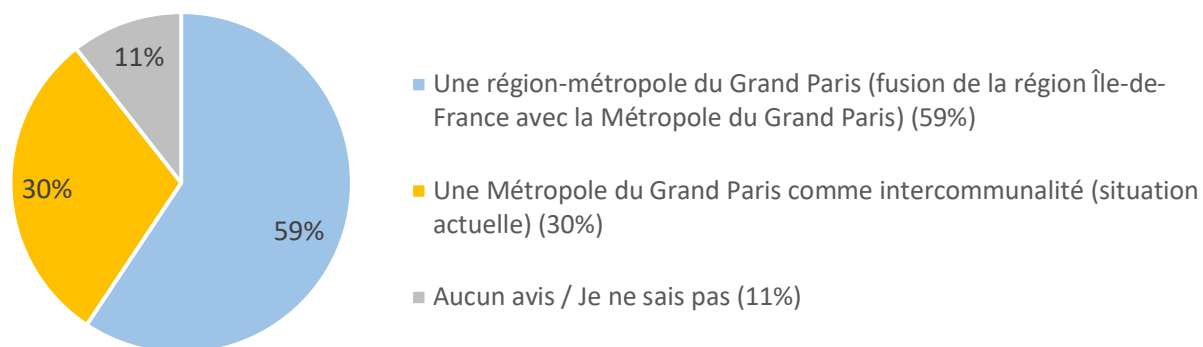


## Questions du député

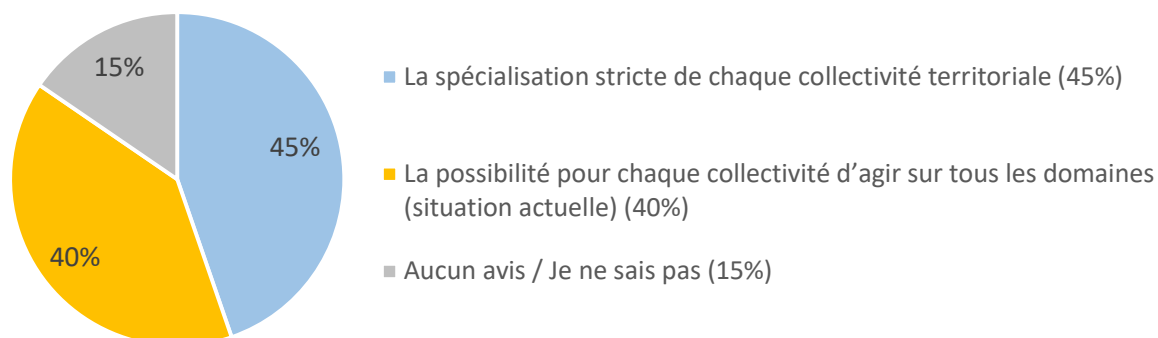
1. Êtes-vous favorable à la fusion des départements de petite couronne pour créer un département unique qui contiendrait Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val de Marne ?



2. Êtes-vous favorable à :



3. Êtes-vous favorable à :



## **Synthèse des réponses du thème « Organisation de l'Etat et des services publics »**

Vos réponses sur ce thème montrent une volonté de simplifier l'organisation administrative de la France, et une volonté d'aller plus loin dans la décentralisation.

Plus de 4 personnes sur 5 pensent qu'il y a **trop d'échelons administratifs** en France (82%). En revanche, vous êtes très partagés sur **l'échelon territorial le plus pertinent pour développer des services publics efficaces** : la **région** arrive en tête (30%), devant **l'intercommunalité** (27%).

Logiquement, vous souhaitez à **65% que l'Etat transfère de nouvelles compétences aux collectivités territoriales**, impliquant donc un **nouvel acte de décentralisation**. En revanche, vous êtes **divisés sur la question du cloisonnement des compétences des collectivités** : 45% d'entre vous souhaitent une spécialisation stricte, mais 40% d'entre vous souhaitent que les collectivités territoriales puissent agir sur tous les domaines et pas seulement sur des compétences réservées.

Concernant la spécificité du territoire francilien, vous souhaitez majoritairement (53%) que **soient fusionnés les départements de petite couronne avec celui de Paris** pour constituer un département unique. Vous souhaitez aussi une **fusion de l'actuelle Métropole du Grand Paris avec la région Île-de-France pour créer une région-métropole** (59% des réponses).

## **Synthèse des remarques et propositions**

L'enjeu principal et majoritaire pour vous sur ce sujet est de **supprimer des échelons de collectivités territoriales**, permettant de gagner en efficacité, en lisibilité et de réduire la dépense publique en limitant « les doublons » et le nombre de fonctionnaires territoriaux.

Pour cela, vous avez notamment proposé de **favoriser l'intercommunalité** pour qu'il n'y ait qu'un seul échelon local. Dans le même sens, certains ont évoqué le sujet du Grand Paris et l'intérêt d'une fusion des départements en son sein.

Aussi, la diminution du nombre d'élus municipaux à Paris et **l'optimisation de la gestion des ressources humaines** de l'État a été proposée. Le coût de fonctionnement des institutions de l'État a été critiqué par certains d'entre vous en particulier dans les agences publiques et concernant les revenus alloués aux élites politiques.

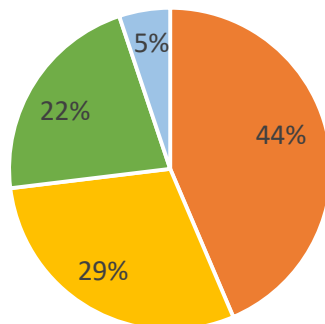
Deux personnes ont proposé de rendre contraignantes les **recommandations de la Cour des Comptes**.

## Transition écologique et quotidien

---

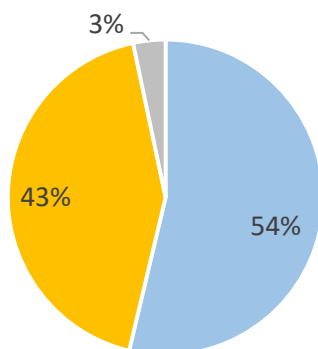
### Questions du grand débat

1. Quel est aujourd'hui selon vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?



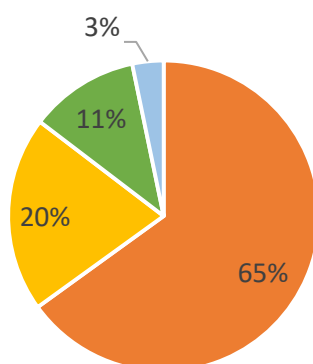
- Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse) (44%)
- La pollution de l'air (29%)
- La biodiversité et la disparition de certaines espèces (22%)
- L'érosion du littoral (5%)

2. Pensez-vous que les taxes sur le diesel et l'essence peuvent permettre de modifier le comportement des utilisateurs ?



- Oui (54%)
- Non (43%)
- Aucun avis / Je ne sais pas (3%)

3. Selon vous, la transition écologique doit être avant tout financée

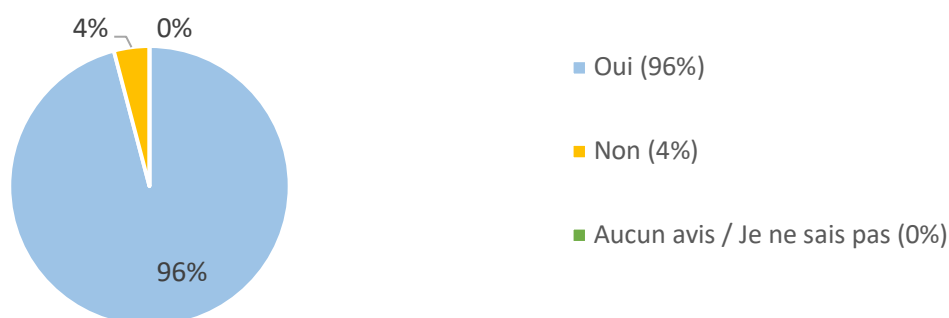


- Par les deux (65%)
- Par la fiscalité écologique (20%)
- Par le budget général de l'Etat (11%)
- Aucun avis / Je ne sais pas (3%)

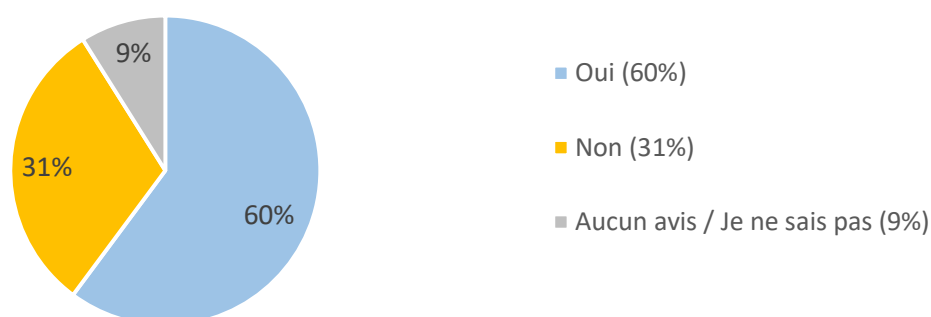


## Questions du député

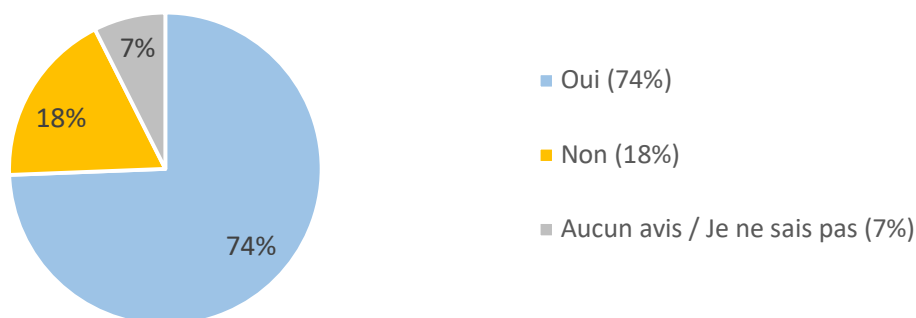
1. Êtes-vous favorable à des normes beaucoup plus contraignantes en matière d'emballage (interdire le plastique, interdire le suremballage, etc.) ?



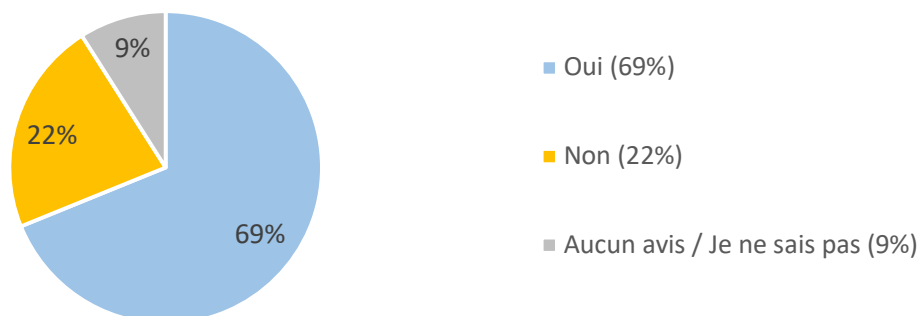
2. Êtes-vous favorable à interdire l'importation et la vente de fruits et légumes hors saison (ex : des fraises en hiver) ?



3. Êtes-vous favorable aux péages urbains pour les véhicules polluants à Paris ou dans le Grand Paris ?



4. Êtes-vous favorable à l'obligation pour les propriétaires d'isoler les appartements (ex : double vitrage, fenêtres étanches) ?



## **Synthèse des réponses du thème « Transition écologique et quotidien »**

La transition écologique est une préoccupation qui ressort fortement de vos réponses. Pour la réussir, vous vous êtes exprimés en faveur d'une évolution des comportements et des lois qui régissent notre modèle de consommation.

Pour vous, les **dérèglements climatiques** arrivent en tête des préoccupations dans le domaine de l'environnement, avec 44% des réponses. Viennent ensuite la pollution de l'air (29%) et les enjeux de biodiversité et de disparition des espèces (22%).

En ce qui concerne la **capacité des taxes sur les carburants à jouer sur le comportement des automobilistes**, vous êtes très partagés : **54% d'entre vous pensent qu'elles seraient efficaces**, contre 43% qui ne le pensent pas. Vous êtes d'ailleurs quasiment trois quarts (74%) à penser qu'il est **nécessaire d'installer des péages urbains pour les véhicules polluants** à l'échelle de la ville de Paris ou du Grand Paris.

La **transition écologique** doit, selon une majorité d'entre vous (65% des réponses), **reposer sur la fiscalité écologique et le budget général de l'Etat**.

En matière d'éco-responsabilité, vous êtes favorables à un volontarisme fort pour limiter l'impact de notre consommation sur l'environnement. Vous êtes quasiment **unaniment** (96%) en faveur de **normes plus contraignantes sur les emballages**. Une nette majorité d'entre vous (60%) souhaite également interdire l'importation et la vente de fruits et légumes hors saison en France.

Enfin, **plus de deux tiers** d'entre vous (69%) souhaitent que **les propriétaires soient tenus d'isoler les appartements**, afin de concourir à une amélioration de la performance énergétique des logements, source majeure d'optimisation de la consommation d'énergie des ménages.

## **Synthèse des remarques et propositions**

Quatre grandes priorités ont émergé sur cette thématique :

- la **contrainte financière sur les entreprises** pour les inciter à changer les pratiques des consommateurs ;
- faire jouer des taxes pour **favoriser les produits locaux non transformés** et participant à l'économie circulaire, contre les productions industriels et les importations ;
- **favoriser l'investissement de l'État** soit par l'intermédiaire d'un prêt à taux zéro, d'une fiscalité écologique ou par un emprunt dédié à la transition écologique ;
- **développer les transports** propres, électriques ainsi que les infrastructures et la recherche dans ces domaines.

En particulier, vous avez proposé de taxer l'aviation, les bateaux, les climatisations ou chauffage des piscines.

Vous avez notamment **privilegié l'échelon local** pour organiser des systèmes de collecte et de recyclage, organiser des transports plus écologiques et favoriser les produits bios et locaux dans les cantines. Une autre proposition était de créer une application informant les citoyens sur le recyclage.

Concernant la mobilité, vous êtes plusieurs à avoir évoqué la gratuité des transports, l'instauration de parkings à l'entrée des villes ou de péages urbains ainsi que l'importance de conserver les petites lignes de trains.

Sur le plan national vous avez été nombreux à insister sur **l'isolation des bâtiments** en proposant un grand programme national d'isolation ou des aides à l'isolation. Une personne a également proposé d'instaurer un contrôle technique sur l'isolation des immeubles collectifs sur le modèle du contrôle technique imposé pour les voitures.

Le sujet de l'interdiction du glyphosate a également été évoqué par deux personnes ainsi que celle de la pêche électrique et du chalutage en eaux profondes.

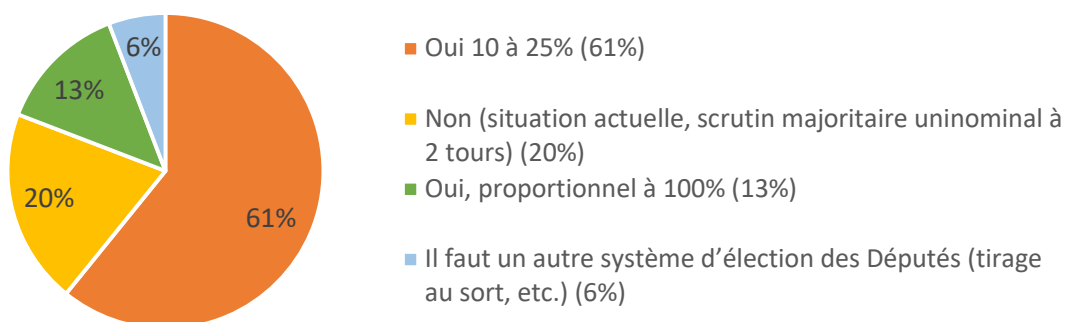
L'idée d'une formation à la « citoyenneté écologique » dès l'école a aussi été proposée.

## Démocratie et citoyenneté

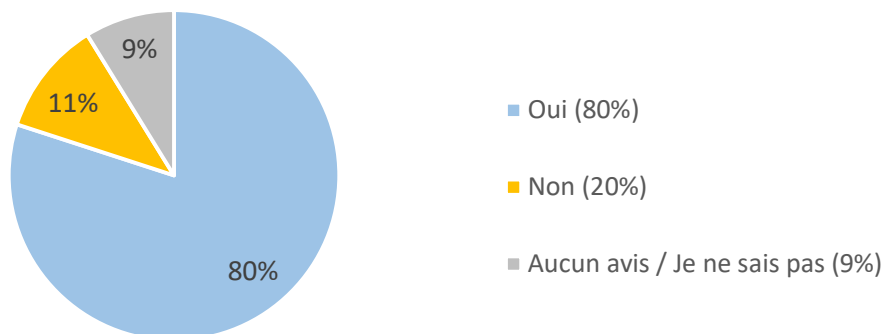
---

### Questions du grand débat

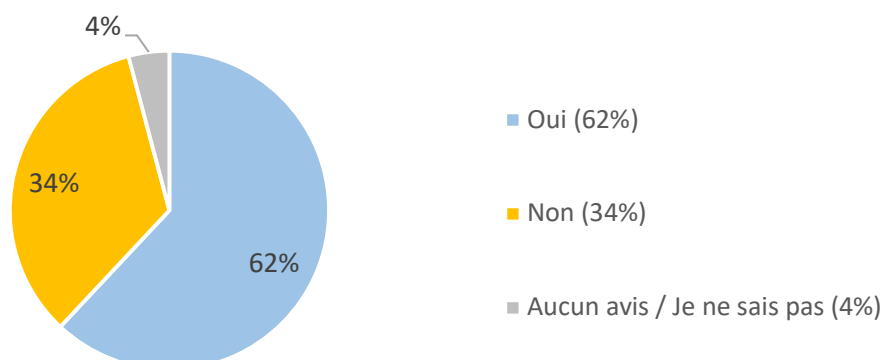
1. Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour les élections législatives (Députés) ?



2. Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires ? (Sénateurs + Députés = 925) ?

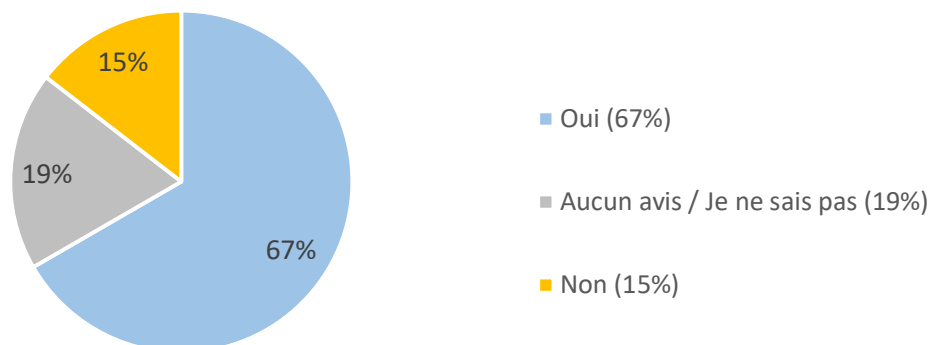


3. Faut-il rendre le vote obligatoire ?

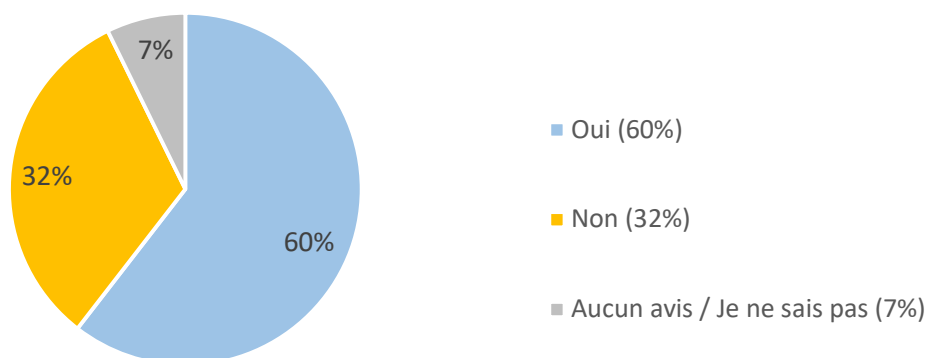


## Questions du député

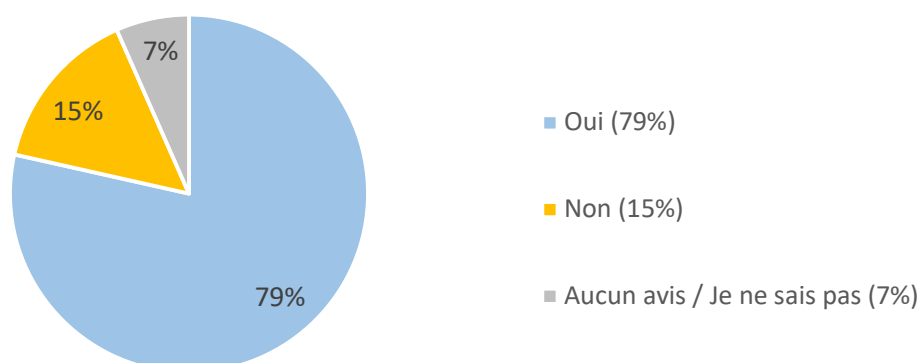
1. Seriez-vous favorable à l'élection au suffrage universel direct des Sénateurs à mi-mandat du quinquennat du Président de la République ? (Aujourd'hui, ils sont élus au suffrage universel indirect par 162 000 grands électeurs, pour un mandat de 6 ans avec renouvellement de la moitié du Sénat tous les 3 ans)



2. Seriez-vous favorable à l'organisation régulière de référendums à plusieurs questions en même temps qu'un scrutin électoral ?



3. Si elle existait, utiliseriez-vous une plateforme publique de débat et de pétition sur internet avec un identifiant par citoyen ?



## Synthèse des réponses du thème « Démocratie et Citoyenneté »

La question de la vitalité de notre démocratie passe visiblement pour vous par des parlementaires plus représentatifs, plus régulièrement renouvelés et par un Parlement plus efficace. Vous manifestez aussi un besoin de vous exprimer régulièrement, quel que soit le format.

Lors des élections législatives, vous vous prononcez majoritairement pour **l'introduction d'une dose de proportionnelle comprise entre 10 et 25%** (61% des réponses). Une personne sur cinq souhaite rester sur le système actuel, et seuls 13% se montrent favorables à la proportionnelle intégrale. Vous souhaitez aussi très majoritairement (80% des réponses) que le **nombre de parlementaires soit réduit**. Un **changement du mode d'élection des sénateurs** (suffrage universel) et **du calendrier de ces élections** (tous les 5 ans à mi-mandat du quinquennat présidentiel) séduit 67% d'entre vous.

En termes d'expression démocratique, vous êtes pratiquement deux tiers (62%) à plébisciter **l'instauration du vote obligatoire**. 60% d'entre vous seraient favorables à **l'organisation régulière de référendums à questions multiples au moment des échéances électorales**. Enfin, vous êtes quasiment quatre sur cinq à envisager **d'utiliser une plateforme publique de débat et de pétition sur internet**, si celle-ci existait.

## Synthèse des remarques et propositions

Sur cette thématique vous êtes nombreux à avoir évoqué le sujet du référendum pour refuser l'idée d'un référendum d'initiative citoyenne posant la question de la constitutionnalité des propositions et de l'information préalable nécessaire des citoyens. Toutefois, vous avez plébiscité le **référendum à l'échelle locale** par exemple en faisant participer les citoyens sur une plateforme dédiée.

Une proposition a été faite de créer une **adresse mail individuelle** sous l'égide de *La Poste* afin d'identifier les citoyens pour s'exprimer et voter directement.

Au sujet des représentants, deux d'entre vous ont proposé qu'il y ait un pourcentage de personnes **tirées au sort** dans les assemblées locales et nationales. Une autre personne a proposé de panacher le scrutin des élections sénatoriales pour qu'il soit à moitié direct et indirect. Vous avez aussi été plusieurs à proposer la comptabilisation du **vote blanc** lors des élections.

Le thème de **l'exemplarité des élus** a été abordé avec différents moyens comme l'obligation d'un compte-rendu de mandat annuel ou encore une obligation de justificatif de toute dépense, sur le modèle des obligations dans les entreprises privées.

**L'information des citoyens** a aussi été un sujet important afin qu'ils soient sensibilisés au rôle des élus, formés à l'information qu'ils trouvent sur internet et qu'ils puissent confronter leurs points de vue à ceux d'experts. Pour cela, une personne a proposé de favoriser la mise en valeur des citoyens non élus dans les médias. Une autre personne a proposé de diminuer le nombre de lois pour que l'information soit plus lisible.